

# **Altermondialisme et individualisme: une critique libertaire**

**Marco Silvestro**

Doctorant en sociologie, UQÀM  
Membre du Collectif d'étude des pratiques solidaires (CEPS)  
silvestro@no-log.org

Communication dans le cadre de  
**La Nuit de la philosophie, 2<sup>e</sup> édition**  
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
25-26 mars 2006

## **1. Introduction**

Plusieurs analystes, journalistes et universitaires, établissent des liens entre l'altermondialisme et l'anarchisme. Si, sur certains plans, ces liens ne sont pas tout à fait loufoques, il n'en reste pas moins que l'altermondialisme ne partage ni les mêmes bases ni les mêmes objectifs que la pensée libertaire. Je me propose ici de faire ressortir les grandes différences entre ces deux idéologies, dans leur conceptions de l'individu, de l'État et de l'économique.

Avant de commencer, laissez-moi prendre quelques précautions. Je suis conscient que l'anarchisme et l'altermondialisme sont des mouvances idéologiques très diversifiées dont il est difficile de faire une synthèse qui puisse prendre en compte cette diversité. Cependant, je crois que certains principes généraux sont facilement identifiables et c'est sur ceux-là que je m'appuierai. De plus, ces idéologies sont assez mondialisées et elles prennent des traits particuliers en fonction des contextes historiques et nationaux dans lesquels elles se situent. Pour ma part, je me concentrerai sur leurs formes occidentales.

Cela dit...

## **2. Les grands principes altermondialistes**

### **Historique général**

Ce qu'on appelait auparavant l'antimondialisme et maintenant l'altermondialisme<sup>i</sup> n'est pas né spontanément. Plusieurs études<sup>ii</sup> montrent que cette mouvance émerge des luttes et des idéologies existantes dans les années post guerre froide. Plusieurs syndicats d'ouvriers ou d'employés, des organisations non gouvernementales et des associations citoyennes en sont les principaux porteurs. Ces organisations peuvent être assez vieilles et nées dans un contexte pré-mondialiste – comme certains syndicats ouvriers – ou assez récentes et nées dans la mouvance mondialiste, comme l'organisation ATTAC ou une coalition comme l'Action mondiale des peuples. Une autre particularité est que plusieurs des propositions altermondialistes peuvent être accomplies dans l'individualité : la consommation responsable, l'action locale au quotidien, le tourisme responsable, la citoyenneté active, etc., ne nécessitent aucune affiliation ou adhésion volontaire à un collectif.

L'altermondialisme se présente comme des discours et des pratiques qui s'insèrent dans le grand mouvement de mondialisation des économies et des cultures pour en critiquer, plus ou moins radicalement, l'évolution et les formes. Il apparaît que l'essentiel de ces discours se pose dans une perspective d'élimination des situations structurelles et ponctuelles de domination qui mettent en danger la vie humaine et la biosphère. Cela se fait par des revendications pacifistes, écologistes, démocratiques, féministes, antiracistes, pour le respect des droits humains et en faveur des dialogues culturels et religieux. C'est notamment pour cela que certains utilisent l'expression « mouvement des mouvements » pour qualifier l'altermondialisme, car il est vrai qu'on y dénote une volonté de décloisonner les luttes et les revendications en développant des liens de causalité entre elles ou en identifiant des causes communes à l'oppression.

Les discours altermondialistes revendiquent aussi la prééminence de la valeur de la vie sur celle du commerce. C'est le fameux slogan « Le monde n'est pas une marchandise ». Cela vise à contrer non seulement les visées economicistes du néolibéralisme, mais aussi les multiples barbaries qui ont cours sur la planète: non-respect des droits humains, famines provoquées par de mauvaises redistributions ou par l'action guerrière, exploitation des travailleurs du Tiers-Monde au profit des États occidentaux, etc.

Mais quelles sont les bases, les fondements de cette nouvelle idéologie? L'altermondialisme m'apparaît comme une actualisation des idéologies progressistes qui tente d'intégrer l'individualisme libéral, le refus libertaire de la hiérarchie et les aspirations collectives du socialisme. L'altermondialisme utilise des fragments d'idéologies existantes, des scripts adaptés aux temps présents. Est-il un communisme? Sûrement pas. Un socialisme? Pas vraiment. J'ai déjà écrit dans le journal *Le Couac*<sup>iii</sup> qu'il s'agit d'un humanisme, au sens général. Mais cela ne dit pas grand-chose.

### **L'individualisme libéral**

Commençons par jeter un œil sur l'individu altermondialiste. Celui-ci est clairement de son temps. Il s'est émancipé des appartenances traditionnelles que sont la religion, la classe sociale, la famille. Son destin n'est plus tracé d'avance, il doit plutôt le composer lui-même. Quels sont ses fondements ontologiques, alors? Il m'apparaît que ce sont ceux proposés par le libéralisme, c'est-à-dire : primauté des droits de l'individu, autonomie de la personne face aux collectivités de toutes sortes, liberté d'association, de pensée, d'expression. L'individu altermondialiste trace sa voie dans le monde en s'appuyant sur deux choses : d'une part, l'État qui garantit son existence par le biais des droits de l'Homme et du Citoyen, de la règle de droit, des chartes, des constitutions. Et d'autre part lui-même en tant qu'entité qui s'associera en fonction de ses besoins, de ses aspirations, de sa volonté.

En ce sens, même si on est généralement altermondialiste avec d'autres, il est tout à fait cohérent de l'être tout seul : on peut être tolérant face aux autres identités, être responsable et éthique dans sa consommation, être ouvert sur le monde, sans nécessairement être associé à une collectivité. On peut, si je reprends la notion de Jacques Ion, être « engagé à distance »<sup>iv</sup>, c'est-à-dire conserver sa capacité d'autonomie et de retrait face aux causes, aux organisations, aux discours.

L'individu altermondialiste revendique aussi un monde transformé « ici et maintenant », ce qui le rapproche effectivement des propositions libertaires, soit « la révolution du quotidien » et l'action

pour changer concrètement les conditions d'existence. L'individu altermondialiste va en effet agir sur deux arènes aux temporalités différentes : la première est l'espace citoyen encadré par l'État et ce qu'on appelle « l'espace public », qui s'inscrit dans une temporalité à moyen ou long terme. Mais il va aussi se situer sur une temporalité à court terme, celle des changements immédiats dans les relations sociales. Cela s'accomplit par l'éthique des relations sociales de proximité, la tolérance et l'entraide envers les identités autres, ainsi que par la consommation responsable, qui est présentée comme un vote immédiat en faveur d'un autre monde.

Si les libertaires plaident pour la révolution du quotidien, il me semble qu'ils cherchent à la situer soit en dehors soit en contradiction avec le système capitaliste. Je ne dis pas qu'agir concrètement en faveur de relations égalitaires entre femmes et hommes n'est pas une bonne idée, mais ce qui m'achale c'est le présupposé individualiste qui se cache derrière. Les anarchistes collectivistes, la branche sociale, cherchent à faire continuellement le lien entre les contraintes structurelles et l'action personnelle. Les actions qui visent à faire changer immédiatement les conditions d'existence doivent avoir des impacts sur ces conditions structurelles. Les actions doivent donc être à la fois personnelles et collectives. Dans l'altermondialisme, ce lien me semble ténu. Les actions sont justifiées par l'appel aux droits humains. Ceux-ci seraient déjà inscrits dans les lois, il ne reste plus qu'à les appliquer. Cette application peut s'accomplir sans l'affiliation à une collectivité et sans l'action collective, comme s'il ne restait plus que les mentalités personnelles à changer et qu'on pouvait le faire individuellement. Cet individualisme est quelque peu détaché des appartenances concrètes, communautaires, locales, et est plutôt lié avec l'appartenance nationale, une appartenance abstraite basée sur des règles procédurales, c'est-à-dire les garanties de droit cautionnées par la loi. Il y a, à mon sens, une certaine évacuation des émotions, des sentiments et des expériences qui contribuent à justifier, à renforcer et à ancrer cette « révolution du quotidien ».

### **L'économique**

L'individualisme altermondialiste me semble très apparent dans le domaine économique. Quels sont les idées altermondialistes à ce sujet? On demande la primauté de l'humain sur la marchandise : c'est-à-dire qu'on cherche à restreindre l'étendue des logiques économiques et économicistes. Il s'agit alors d'éliminer l'exploitation humaine. Mais que signifie ici « exploitation »? Il ne s'agit pas de la définition marxiste – c'est-à-dire que le rapport salarial industriel est la forme moderne de la relation entre maître et esclave et qu'elle se manifeste par la privation des produits du travail et par l'appropriation bourgeoise de la plus-value. Non, exploitation signifie en fait sur-exploitation pour l'altermondialisme. En d'autres termes est exploité celui ou celle qui n'obtient pas un salaire et des conditions de travail décentes. À preuve le leitmotiv « les [insérer ici un peuple opprimé] vivent avec moins d'1 dollar par jour ». Une des principales critiques des marxistes et des anarchistes est ainsi évacuée dès le départ : on ne cherche pas à changer les fondements du capitalisme libéral, on tente plutôt d'en réformer les manifestations les plus violentes.

Le meilleur exemple est celui du commerce équitable. Quels sont les fondements des propositions équitables? D'abord, une solidarité internationale envers les producteurs les plus exploités de la planète. C'est une solidarité que je qualifie d'abstraite ou de principe. Elle est basée sur un postulat d'identité – la race humaine – mais pas sur une identité de proximité, communautaire, ou sur une identité de condition. Au contraire. Et cette solidarité s'affirme par le choix de payer un peu plus cher pour des produits de consommation.

En tant que consommateur, que fait-on? On vote en achetant, nous dit-on. En achetant quoi? Des produits étiquetés, certifiés, vérifiés équitables. Mais qu'est-ce que la certification? C'est du *branding*, une manière d'identification des produits qui est présente dans le capitalisme depuis longtemps. En ce sens, la différence entre une paire de souliers Nike et le café Équita, ce n'est pas le principe de l'utilisation d'un logo, mais plutôt l'idée derrière le logo. Pour moi, le café étiqueté équitable participe de la même logique de différenciation des produits par l'image et le symbolisme, ce qu'on appelle le *branding*, ce que Naomi Klein<sup>v</sup> a décrit dans son livre sans logo, devenu lui-même le logo d'une politique contestataire.

Continuons dans ce sens. Que fait le consommateur éthique altermondialiste? Il achète ou n'achète pas des produits. Les études sur le commerce équitable montrent que les consommateurs éthiques font le même genre de calcul économique que le consommateur libéral, c'est-à-dire qu'ils cherchent la meilleure qualité pour le plus bas prix, en fonction de certains critères qui sont généralement relatifs à la santé ou au goût<sup>vi</sup>. Bien sûr, le commerce équitable introduit des critères de qualité sociale dans ce calcul individuel, ce qui est certes une innovation par rapport au libéralisme, mais n'est pas en inadéquation avec l'*homo oeconomicus* décrit par certains économistes et sociologues. Et s'il n'est pas tout à fait faux de dire que les goûts sont personnels, il n'en reste pas moins que le commerce équitable profite de tendances plus larges qui sont celles des préoccupations environnementales et, surtout, celle de l'évolution des goûts des canadiens pour le café de qualité, une tendance commerciale qui n'a rien de sociale ou de politique. Par exemple, pourquoi n'y a-t-il pas de jus d'orange équitable au Québec? Le PDG de Équita me disait il y a deux ans que le jus d'orange est encore trop cher pour être introduit dans la filière équitable québécoise : autour de 4\$ le litre, personne n'en achètera.

En définitive, le commerce équitable est certainement une voie vers l'émancipation des peuples et des individus, mais il est loin de constituer une alternative révolutionnaire au capitalisme. Il participe plutôt d'une vision sociale-démocrate d'une économie capitaliste régulée par des critères d'humanité et de solidarité. L'altermondialisme m'apparaît ainsi comme la propulsion à l'échelon mondial d'une idéologie social-démocrate qui s'adapte à l'approfondissement de l'individualisme et aux nouvelles règles de l'éthique capitaliste. L'une de ces nouvelles règles est le développement durable, concept en passe de devenir magma informe tellement il est utilisé à toutes les sauces. Revenons à la définition de départ, telle qu'exprimée dans le Rapport Brundtland en 1987<sup>vii</sup>. Le développement durable consiste à assurer la croissance économique tout en faisant en sorte que les générations futures puissent avoir encore des ressources naturelles et un environnement viable. On ne questionne pas l'exploitation et la croissance, on les police. L'altermondialisme, en faisant la promotion du développement durable, s'arrête encore une fois à la porte de la critique radicale.

## **L'État**

Passons à la vision de l'État. L'évolution des États-nations occidentaux, capitalistes et communistes, a presque fait disparaître ce que la sociologie durkheimienne appelait les « corps sociaux intermédiaires », c'est-à-dire les regroupements, les réseaux, les communautés de sens qui s'inséraient entre l'État et les citoyens. Ce pouvait être les églises, les paroisses, les familles, les clans familiaux, les syndicats, les regroupements professionnels, les diverses communautés territoriales ou ethniques. La création de l'État-providence à l'intérieur d'un contexte de libéralisme politique et économique a plutôt tenté d'établir un lien direct entre l'État et les

citoyens à l'aide d'un interventionnisme tout azimut. Les pays communistes ont fait la même chose, mais plus rapidement, plus clairement, et avec une autre justification. Aujourd'hui, c'est largement l'administration étatique qui a remplacé les corps intermédiaires quant à la satisfaction des besoins individuels et familiaux et, ainsi, on « gère » le social : on garde les enfants, on éduque les jeunes, on classe les adultes, on s'occupe des malades et des vieux, on juge, on impose, on arbitre, on développe, on télévisé en masse et on radiote souvent. Le sentiment d'appartenances de classe est beaucoup plus flou maintenant que la « mobilité sociale » s'est accrue et même les appartenances nationales semblent s'effriter.

Cela est en accord avec les principes du libéralisme politique, qui professent une autonomie de l'individu garantie par des droits génériques inscrits dans les chartes, les constitutions, les lois. L'individu est vu comme un être autogénéré et autosuffisant en autant qu'il a la volonté d'aller chercher ce qu'il a besoin. Le néolibéralisme a actualisé cette pensée, notamment en situant les entreprises comme personnes morales dans ce système de droits. Les accords de l'OMC en sont un bel exemple.

Où se situe l'altermondialisme là-dedans? Il se fait d'abord le défenseur de l'État. Celui-ci est considéré comme l'instance légitime de représentation politique des collectivités citoyennes. Certes, disent les altermondialistes, les systèmes électoraux sont pourris et les politiciens sont tous des menteurs, mais l'État est quand même bon dans son principe. Et il se doit d'intervenir, à l'interne comme à l'international, pour garantir une vie décente aux citoyens. L'altermondialisme cherche à refaire des États les acteurs centraux du système mondial, maintenant que ce sont plutôt les entreprises qui contrôlent la patente.

Un autre aspect fondamental de la conception altermondialiste de l'État est la logique d'*advocacy*, c'est-à-dire « la plaidoirie en faveur de ». *Advocacy* est le terme anglais pour désigner l'approche des ONG, des associations et des citoyens envers les États, les entreprises et les organisations internationales. On « plaide en faveur de » ceux qui n'ont pas de pouvoir, auprès de ceux qui ont du pouvoir et qui pourraient agir.

De plus, cette façon de faire cautionne le modèle de gouverne existant, lequel est hiérarchique, autoritaire, philanthropique, centré sur l'État et les possesseurs du capital. Demander des conditions d'existence décentes est loin de signifier s'approprier et se donner des conditions d'existence. Pour les libertaires, ce type de stratégie ne fait que renforcer la légitimité de l'État et des entreprises plutôt que de renforcer les capacités d'action des collectivités opprimées.

Et en plus, cette représentation des intérêts par les ONG, par les associations de défense de droit, par les bons citoyens qui écrivent à leur député, s'effectue habituellement par des gens qui détiennent un capital symbolique élevé<sup>1</sup>, des gens comme vous et moi, qui ne sommes sûrement pas les damnés de la terre. Une perspective libertaire verrait plutôt à démocratiser la prise de parole, à dé-spécialiser le langage des enjeux et de la prise de décision, à multiplier les façons légitimes de s'exprimer. Une perspective libertaire miserait aussi sur une appropriation des moyens d'action dans un objectif d'autogestion. Non pas de dépendance librement consentie.

---

<sup>1</sup> Éducation, connaissance de la rhétorique et des règles institutionnelles, expertise, etc.

Voici un exemple concernant la spécialisation de la prise de parole et la représentation par les experts. Ces deux processus vont souvent de pair avec un certain centralisme et une hiérarchie. L'organisation ATTAC, vous le savez sûrement, est coordonnée par un conseil de sages, tous des intellectuels. ATTAC se dit décentralisée et dit favoriser les collectifs locaux. Cependant, les sages du conseil scientifique sont de toutes les tribunes et monopolisent le discours analytique. Plusieurs collectifs locaux ont dénoncé le centralisme et la hiérarchie après avoir été rabroué ou désavoué par le conseil scientifique. Et quelle est la demande principale de ATTAC? La taxe dite « Tobin », une redevance sur les échanges financiers mondiaux. C'est-à-dire que, par exemple, la spéculation sur les monnaies, qui a notamment fait chuter la monnaie coréenne en 1998, n'est pas remise en question par ATTAC. On demande plutôt qu'une partie des profits engrangés par ces mouvements de capitaux aille au développement des pays pauvres. Quand philanthropie rime avec émancipation, ça va mal. Un exemple québécois de vedette altermondialiste prise de ballonnements et de flatulences serait l'organisation Alternatives.

### **Conclusion : récapitulation et critique libertaire**

En définitive, l'altermondialisme a une conception de l'individu comme d'un être autonome et autogéré, qui s'identifie à sa qualité abstraite de citoyen d'un État national. En plus de cette appartenance, il s'identifie à « l'humanité qui résiste » et il se donne des traits identitaires qui correspondent le plus à « ce qu'il est, à son authenticité ». or l'authenticité est une notion extrêmement malléable qui ne signifie rien : l'humanité n'a rien d'authentique. Ses racines sont essentiellement culturelles et toute culture humaine est objectivement « authentique », même la culture de la consommation de masse.

Cet individu libéral et altermondialiste revêt de multiples rôles sociaux et entretient de nombreux liens directs avec l'État. Les communautés locales de sens ayant presque toutes été défaits par la modernité, il se recrée des communautés de sens à un échelon national, international, mondial qui, d'après moi, laissent largement de côté les perspectives locales et l'ancrage dans les conditions réelles d'existence.

Une perspective libertaire, d'après moi, ne mettra pas de côté les affiliations et les solidarités internationales. Cependant, dans une perspective d'autogestion des individus et des communautés, l'affiliation première, la plus importante, est celle du quotidien et des relations sociales de base, c'est-à-dire les communautés locales. L'altermondialiste cherche à constituer un espace politique mondial où s'entremêlent États-nation, entreprises mondialisées, ONG et « citoyens du monde ». Mais derrière lui, localement, l'altermondialiste ne cherche pas nécessairement à savoir comment vit son voisin de palier, il ne cherche peut-être même pas à savoir qui est son voisin.

J'aurais pu dire aussi que l'altermondialisme évacue l'appartenance de classe et la lutte des classes. L'altermondialisme est essentiellement une idéologie petite-bourgeoise ou de classe moyenne qui pose comme postulat que toutes et tous sont des travailleurs et que le travail salarié est émancipateur. Oui, bien sûr, on cherche à aplanir les hiérarchies. Oui, bien sûr, on veut que toutes et tous soient libres. Mais c'est une liberté essentiellement individuelle, basée sur la transposition des logiques de l'homo oeconomicus à presque toutes les relations sociales.

Je dirai pour terminer que l'altermondialisme est une belle idéologie pour qui veut voyager, voir du pays et découvrir des peuples. C'est une apologie de l'exotisme et de la différence, une transposition à l'échelle mondiale du *melting pot*. Une belle idéologie à la carte où l'on compose son menu de réformes urgentes. Mais dans ce grand dialogue des cultures et des individus, on ne remet pas en question le capitalisme et on évacue pratiquement toute perspective révolutionnaire.

Cependant, c'est encore ce qu'on a trouvé de mieux pour combattre sur l'arène mondiale le capitalisme financier.

Merci de votre attention.

---

<sup>i</sup> Le terme altermondialisme synthétise les slogans « Pour une autre mondialisation », « Pour une mondialisation à visage humain » et « Un autre monde est possible », lesquels semblent constituer les mots d'ordres de ce mouvement planétaire si difficile à qualifier (notamment parce qu'il rassemble des mouvements qu'on a toujours dissociés : pacifisme, écologisme, féminisme, syndicalisme, etc.). Ce terme émane *fort probablement* de l'organisation ATTAC, qui en use abondamment depuis quelques temps. Il est une tentative claire d'autodéfinition identitaire de la part de citoyens et de groupes qui ont été qualifiés, surtout par les médias de masse, comme des « antimondialisation », c'est-à-dire des gens opposés au processus de mondialisation tel que le sens commun le définissait après les événements de Seattle en 1999. En effet, est-il utile de rappeler que, suite à ces événements, ces médias et leurs lecteurs ont subitement découvert qu'il existait un processus nommé « mondialisation » et que des citoyens s'y opposaient. Ce furent donc, selon la logique manichéenne caractéristique des journalistes toujours pressés, des « antimondialisation ». Et parmi la pléiade de groupes et d'individus qui composent ce mouvement social naissant, nombreux furent ceux qui acceptèrent cette dénomination qui, faute de mieux, avait le mérite d'être simple. Or, depuis 1999, les analyses et les discours se sont affinés.

<sup>ii</sup> Agrikolianski, Éric (2003) « De l'anticolonialisme à l'altermondialisme : généalogie(s) d'un nouveau cadre d'action collective », communication au colloque du GERMM, Les mobilisations altermondialistes, Paris, 3-5 décembre 2003, 23 pages. Contamin, Jean-Gabriel (2003) « Les mobilisations altermondialistes avant les mobilisations altermondialistes : réflexions autour de l'alignement des cadres d'interprétation », communication au colloque du GERMM, Les mobilisations altermondialistes, Paris, 3-5 décembre 2003, 23 pages. della Porta, Donatella (2005) « Multiple Belongings, Tolerant Identities, and the Construction of « Another Politics » : Between the European Social Forum and the Local Social Fora », dans D. della Porta et S. Tarrow (dirs) *Transnational Protest and Global Activism*, Oxford: Rowman and Littlefield, pages 175-202.

<sup>iii</sup> Silvestro, Marco (2003) « L'altermondialisme est un humanisme », dans *Le Couac*, vol. 6 no 11 (août), p. 8.

<sup>iv</sup> Ion, Jacques (1997a) *La fin des militants?*, La Tour d'Aigues : Éditions de l'Aube. Ion, Jacques (1994) « L'évolution des formes de l'engagement public », dans P. Perrineau (dir.) *L'engagement politique – Déclin ou mutation?*, Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, pages 23-39. Ion, Jacques et Bertrand Ravon (1998) « Causes publiques, affranchissement des appartenances et engagement personnel », dans *Lien social et Politiques – RIAC*, no. 39, printemps 1998, pp. 59-71.

<sup>v</sup> Klein, Naomi (2000) *No Logo*, Toronto : Alfred A. Knopf. (2002) *No Logo, la tyrannie des marques*, Montréal – Paris : Leméac – Actes Sud.

<sup>vi</sup> Voir par exemple : Dubuisson-Quellier, Sophie et Lucie Lamine (2003) « L'action sur les marchés comme répertoire pour l'action politique. Conditions et limites de l'engagement des consommateurs », conférence présentée au colloque du GERMM, Les mobilisations altermondialistes, Paris, 3-5 décembre 2003, 14 pages. Micheletti, Michele (2004) « Just Clothes ? Discursive Political Consumerism and Political Participation », papier présenté à la *ECPR Joint Sessions 2004*, 13-18 avril, Uppsala (Suède), 57 pages. Micheletti, Michele (2003) « Shopping as Political Activity », dans *Axess Magazine*, no. 9., en ligne: [http://www.axess.se/english/archive/2003/nr9/currentissue/theme\\_shopping.php](http://www.axess.se/english/archive/2003/nr9/currentissue/theme_shopping.php). Micheletti, Michele et Stolle, Dietlind (2003) « The Gender Gap Reversed: Political Consumerism as a Women-Friendly Form of Civic and Political Engagement », Paper presented at the Gender and Social Capital Conference, St. John's College, University of Manitoba, may 2-3, 2003, 31 pages. Stolle, Dietlind, M. Hooghe et M. Micheletti (2003) « Political Consumerism. A New Phenomenon of Political Participation? An Exploratory Study in Canada, Belgium and Sweden », papier pour le *ECPR Joint Sessions*, Edimbourg, 28 mars-2 avril 2003. Paré, Frédéric (2002) « Perceptions et attentes des consommateurs », communication présentée au Colloque sur l'agriculture biologique – La transition vers l'agriculture biologique, Trois-Rivières, 6 janvier 2002.

<sup>vii</sup> Un « développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED) (1988) *Notre avenir à tous*, Montréal : Éditions du Fleuve - Les publications du Québec.